

ÉNERGIE Il y a un an, le risque de pénurie d'électricité a donné lieu à plusieurs mesures autour de l'éclairage public. Qu'en est-il aujourd'hui? Tour d'horizon en marge d'une table ronde consacrée à la thématique.

PAR DAMIEN.RAPALLI@LENOUVELLISTE.CH

A l'approche de l'hiver, la question de la sobriété énergétique est plus actuelle que jamais. En septembre 2022, le risque de pénurie poussait certaines communes à prendre des mesures. Aux quatre coins du canton, des quartiers étaient plongés dans le noir. Dans la foulée, une task force était mise sur pied par l'Antenne Région Valais romand (l'Antenne), en collaboration avec la Fédération des communes valaisannes et l'Antenne régionale du Haut-Valais.

Six mesures étaient alors préconisées. Parmi elles: l'optimisation de l'éclairage public. «L'objectif est de limiter l'impact énergétique des éclairages des réseaux communaux», rappelle Grégory Carron.

Selon le directeur de l'Antenne, l'année écoulée a rendu les autorités communales particulièrement vigilantes: «La pénurie annoncée a précipité des mesures vers une meilleure gestion de l'éclairage public.» Mais un an plus tard, difficile d'obtenir une vision globale et détaillée. «Les mesures qui ont été prises restent très sporadiques», analyse Martine Plomb, cheffe de projets à l'Antenne, qui annonce un sondage dont les résultats tomberont d'ici à la fin de l'année: «Ce premier bilan nous aidera à comprendre quelles mesures ont été mises en place, et lesquelles peuvent devenir pérennes.»

Car de nombreux enjeux se cachent dans l'ombre de l'éclairage public. Une table ronde récemment organisée à Sion par Dark Sky Switzerland, une association engagée contre la pollution lumineuse, a proposé des pistes de réflexion.

Communes proactives, canton à la traîne

En Valais, une base légale – loi sur les routes – stipule que les voies publiques cantonales doivent être éclairées. Quant aux communes, elles n'ont pas l'obligation d'éclairer leur espace public, sauf pour quelques exceptions comme les passages piétons. Présente à la table ronde, Céline Dessimoz considère l'éclairage public comme une problématique transversale: «Depuis 2018, beaucoup d'initiatives communales ont été prises», commente la candidate aux Conseil des Etats. «Sur ce coup-là, les communes vont plus vite que le canton. Ce dernier pourra se

servir des expériences des communes pour nourrir les bases légales.»

Des spécificités locales

Extinction ou rénovation des lampadaires, chaque commune y va de sa propre initiative sans l'impulsion du canton. D'autant que la lumière pèse dans les finances. «De manière générale, 25% de la facture d'électricité d'une commune proviennent de l'éclairage public», détaille François Fellay, directeur général d'Oiken.

Mais les communes n'ont pas toutes les mêmes besoins ni les mêmes contraintes en matière d'éclairage public. «Il y a des spécificités locales. En hiver, une station ne peut pas plonger ses touristes dans le noir», développe Grégory Carron avant d'enchaîner sur les spécificités techniques: «Chaque commune collabore avec son gestionnaire de réseau de distribution d'énergie (GRD) pour déterminer ce qui est possible de faire selon l'infrastructure de son parc et les moyens disponibles et planifiés.»

L'exemple de Sion

Les communes ont plusieurs moyens d'agir, sans forcément avoir à tirer la prise. Martine Plomb insiste sur une première étape cruciale: «Un plan directeur d'éclairage public va permettre de mieux distinguer les besoins selon le territoire et les techniques à disposition pour définir une stratégie cohérente et adaptée.»

Sion a déjà franchi le pas. Jérôme Luyet et Vincent Kempf ont évoqué les contours de la

Eclairer mieux ou moins? Les communes appriivoisent la nuit

Depuis août 2022, Vex a décidé de tirer la prise des lampadaires situés dans le village pour une phase test. En Valais, d'autres communes ont pris une mesure similaire.
LOUIS DASSELBORNE

stratégie sédunoise lors de la table ronde: «Depuis 2012, un plan de modernisation systématique a été établi afin de traiter l'ensemble du parc par quartier», commence le responsable éclairage extérieur chez Oiken.

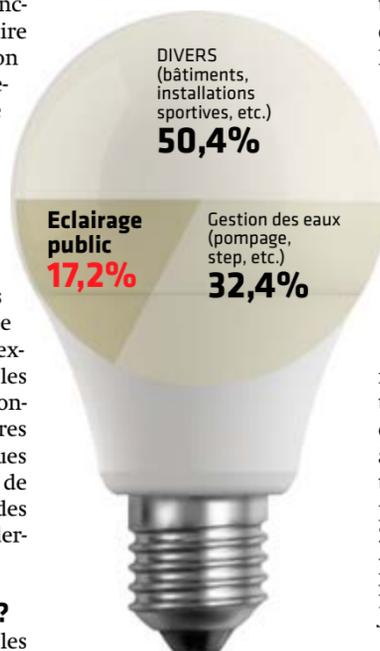
«Aujourd'hui, la volonté est de moduler l'éclairage en fonction des saisons, de le réduire quand c'est possible, et qu'on éclaire là où c'est strictement nécessaire», ajoute le chef du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Pour ce faire, la ville investit quelque 800 000 francs par année.

Comme d'autres communes en Valais, les autorités sédunoises ont décidé de prolonger leurs mesures d'extinction. Concrètement, les rues résidentielles sont plongées dans le noir de 23 heures à 5 heures. Quant aux rues passantes, l'obscurité est de mise après la fermeture des bistros et l'arrivée des derniers trains.

La led comme solution?

L'autre levier d'action pour les communes est d'ordre technologique. «Dans tous les cas, les communes adaptent au fur et à mesure leur équipement avec les technologies actuelles», estime Martine Plomb. Selon François Fellay, le Valais, ou plus précisément la zone couverte par Oiken, est relativement en avance sur ce point. «Sur les 23 000 points lumineux d'éclairage public d'Oiken, 47% des installations

VILLE DE SION
Répartition de la consommation d'électricité
(10,58 GWh en 2022)



tage, c'est sa compatibilité avec des systèmes de gestion: couplé à l'éclairage dynamique, le led permet un contrôle instantané de la lumière.»

Alors, quel est le problème? D'un côté, les coûts. «L'installation d'un nouveau candélabre (mât, luminaire led et installation comprise) coûte entre 2000 et 3500 francs. D'éventuels frais de génie civil peuvent s'ajouter», détaille François Fellay. Et de l'autre, l'émission de lumière bleue «qui est très ressentie par la faune, la flore et les humains, et qui se répand très vite dans l'atmosphère», renchérit Elliott Guenat, président de Dark Sky Switzerland.

Sion compte 4171 points lumineux, dont la majeure partie est en led (49%) et en iodure métallique (40%). Quant à la consommation, elle a fortement baissé depuis 2013, passant de 3,6 à 1,8 GWh en 2022. «Les chiffres de 2023 permettront d'observer les effets du black-out», complète Jérôme Luyet.

«On souhaite agir sur ce secteur pour combattre la pollution lumineuse», explique Vincent Kempf pour qui le sujet est encore émotionnel: «Quand ils étaient éteints, nous avons reçu beaucoup de

corps n'arrive plus à émettre la mélatonine, l'hormone du sommeil.»

Sur ce point, Vincent Kempf affirme que la capitale a bien saisi l'enjeu. «A Sion, l'un des principaux réservoirs de biodiversité est le site de Valère et Tourbillon.» Eteints l'an passé, puis rallumés à Pâques, les deux châteaux sont au cœur d'un projet d'éclairage intelligent: «On souhaite agir sur ce secteur pour combattre la pollution lumineuse», explique Vincent Kempf pour qui le sujet est encore émotionnel: «Quand ils étaient éteints, nous avons reçu beaucoup de

«Les chiffres de 2023 permettront d'observer les effets du black-out à Sion.»

JÉRÔME LUYET
RESPONSABLE ÉCLAIRAGE
EXTÉRIEUR CHEZ OIKEN



«Dans tous les cas, les communes adaptent au fur et à mesure leur équipement avec les technologies actuelles.»

MARTINE PLOMB
CHEFFE DE PROJETS À L'ANTENNE



La pollution lumineuse

Si l'obscurité peut déranger, le trop de lumière est néfaste pour beaucoup d'espèces. «La lumière artificielle existe depuis 150 ans, et beaucoup d'espèces n'ont pas réussi à s'adapter», rappelle Antoine Sierro, biologiste indépendant, qui insiste sur les conséquences sur l'homme: «Si on accumule trop de lumière artificielle, le

disposent de la technologie led.» En comparaison, les statistiques 2022 de l'Association romande des spécialistes en éclairage public (ARSEE) affichent une moyenne de 44%. Plus efficiente et moins énergivore. Jérôme Luyet, présent à la table ronde, liste les atouts de la led: «Le gros avan-



remarques. Les gens considèrent Valère et Tourbillon comme des marqueurs de la vie sédunoise.»

Sécurité et insécurité à gérer

Si l'éclairage public est hautement émotionnel, c'est surtout parce qu'il éveille un sentiment d'insécurité. «Ces derniers mois, nous recevons des demandes pour rallumer l'éclairage public. Ce sont souvent des dames qui manifestent cette volonté», explique Vincent Kempf qui planche sur des solutions: «Nous sommes en train d'évaluer les

“
L'éclairage public réduit les risques de situations accidentogènes.”
LAURENT PIGNOT
PORTE-PAROLE DU TCS

EXEMPLE D'OPTIMISATION RÉALISÉE SUR UNE ANNÉE POUR UN SECTEUR D'UNE COMMUNE VALAISANNE



En changeant les anciennes installations par de la led, on peut économiser entre deux et huit fois moins d'énergie selon Oiken. Dans cet exemple, le distributeur d'électricité du Valais central nous donne les chiffres liés à une modernisation optimale d'un secteur valaisan.

En passant de 69 à 76 points lumineux, l'économie financière s'élève à 5175 francs sur une année

Economie
18 548 kWh
soit
5175 francs

complète. Cela s'explique par le fait que les 76 nouveaux luminaires sont couplés à un système de gestion intelligent et de contrôle à distance qui leur permet d'être éteints de 21 heures à 6 heures du matin, et de s'allumer en cas de passage.

Sur le reste de l'année, ces points lumineux seront allumés à 100% durant 915 heures au total.

Migros et Coop poursuivent leurs efforts

En septembre 2022, Migros et Coop prenaient des mesures face aux risques de pénurie d'énergie. Limitation de la température et réduction de l'éclairage des enseignes notamment. Seront-elles de nouveau appliquées? Chez Migros, les mesures prises continuent d'être appliquées. «Nous travaillons toujours sur des économies d'énergie qui font sens sur le long terme, et à grande échelle», explique le porte-parole Tristan Cerf qui évoque ensuite les décorations de Noël: «Nous avons renoncé à toute illumination qui n'est pas associée directement aux espaces de vente, par exemple la tour

du siège à Zurich. Les magasins, eux, bénéficient de plus de souplesse, selon leur aménagement.» Du côté de Coop, les limitations de température sont prolongées. Tout comme l'éclairage des enseignes lumineuses. «Depuis l'automne 2022, les éclairages intérieurs des points de vente et des parkings extérieurs sont immédiatement éteints après la fermeture du magasin. Rien ne change à ce sujet», explique Caspar Frey, porte-parole de Coop, qui enchaîne sur les illuminations de Noël: «Nous évaluerons la situation dans les semaines à venir et communiquerons en temps voulu.»

Vers un Noël 2023 sans illuminations?

Dans ces recommandations de 2022, la task force des communes appelait à limiter l'éclairage de Noël. «Mais ces décorations ne consomment quasiment rien», explique Grégory Carron qui développe: «Cette mesure est plutôt un appel à l'exemplarité et à la sobriété.»

Faut-il s'attendre à des illuminations revues à la baisse pour 2023? «Nous avons tous besoin de ressentir l'esprit de Noël. Les communes sont imaginatives et vont offrir un cadre propice à leur population de manière plus efficiente.»

Du côté de Sion, le message de sobriété semble être passé. «On a réduit la période d'éclairage pour la concentrer sur les secteurs où on vit plus intensément», commente Vincent Kempf.

coûts d'un éclairage dynamique qui peut s'éteindre complètement, mais s'allumer lorsqu'il détecte un passage.» Dans les faits, la police municipale de Sion n'a pas noté une augmentation des incivilités, selon Jérôme Luyet. Du côté de la police cantonale, aucune tendance précise ne peut être établie: «Cela s'explique par le peu de temps écoulé pour une telle analyse et le peu de criminalité que connaît notre canton», précise son porte-parole Stève Léger.

Au problème de l'insécurité s'ajoute celui de la sécurité routière. «La visibilité est un élément déterminant. L'éclairage public réduit les risques de situations accidentogènes», rappelle Laurent Pignot, porte-parole du TCS, qui poursuit: «Si l'éclairage public devait être diminué ou tout simplement disparaître, tous les usagers de la route devront redoubler de prudence afin d'éviter des accidents. Ce sont eux qui ont la responsabilité en tout temps de voir et être vus.»

Sur ce point, le TCS mène depuis plusieurs années une campagne de prévention connue sous le nom de «Made Visible».

«Apprivoiser la nuit»

A l'heure des questions-réponses, Eric Nanchen souligne l'importance d'accompagner le citoyen dans ce processus de changement: «La nuit, elle va s'approprier», lance le directeur de la

Fondation pour le développement durable des régions de montagne.

Car l'éclairage public est aujourd'hui au carrefour de nombreux enjeux. Si Genève ou Fribourg ont fait preuve d'initiatives cantonales, le Valais semble encore éprouver une certaine timidité à trouver l'équilibre entre l'obscurité nécessaire et la lumière excessive.

“
La volonté est de moduler l'éclairage en fonction des saisons, de le réduire quand c'est possible, et qu'on éclaire là où c'est strictement nécessaire.”

VINCENT KEMPF
CHEF DU SERVICE
DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ
DE LA VILLE DE SION

